

Accord national interprofessionnel
RETRAITE DES SALARIÉS NON CADRES
(Accord du 8 décembre 1961)
(15 mars 1988)

(Bulletin officiel n° 1988-11 bis)
(Etendu par arrêté du 21 juin 1988,
Journal officiel du 30 juin 1988)

AVENANT N° 136 DU 8 DÉCEMBRE 2015
MODIFIANT LES ARTICLES 1^{ER}, 2 ET 5 DE L'ANNEXE A

NOR : ASET1650060M

Entre :

La CGPME ;

L'UPA ;

Le MEDEF,

D'une part, et

La CFDT ;

La CFTC ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Les articles 1^{er}, 2 et 5 de l'annexe A sont modifiés comme suit :

Article 1^{er} de l'annexe A

Dans le paragraphe 1, relatif au salaire de référence, le 1^{er} alinéa est inchangé.

Les 2 alinéas suivants sont remplacés par les dispositions suivantes :

« La revalorisation du salaire de référence est déterminée au même moment que la fixation de la valeur de service du point. La revalorisation du salaire de référence ainsi fixée prend effet au 1^{er} janvier de l'année suivante.

Pour chacun des exercices 2016, 2017 et 2018, il sera fixé en fonction de l'évolution du salaire moyen des ressortissants des régimes AGIRC et ARRCO majorée de 2 %, dans le respect de l'objectif d'un rendement brut effectif de l'ordre de 6 %.

L'évolution du salaire moyen AGIRC et ARRCO sera évaluée par référence à l'évolution prévisionnelle du salaire moyen des ressortissants des régimes AGIRC et ARRCO telle qu'elle est établie par le GIE AGIRC-ARRCO, le cas échéant corrigée ensuite de la différence entre le taux d'évolution constaté l'année suivante par le GIE AGIRC-ARRCO et cette dernière évolution prévisionnelle.

Pour l'exercice 2016, il est fixé à 15,6556 €. »

Le paragraphe 2, relatif à la valeur du point, est désormais libellé comme suit :

« La valeur de service du point de retraite, paramètre servant au calcul des allocations, est fixée par le conseil d'administration de l'ARRCO ou, à défaut de décision de celui-ci, par la commission paritaire. La revalorisation de la valeur de service du point prend effet au 1^{er} novembre de chaque année.

Pour chacun des exercices 2016, 2017 et 2018, la valeur de service du point sera indexée sur l'évolution des prix à la consommation hors tabac, diminuée de 1 point, sans pouvoir diminuer en valeur absolue.

L'évolution des prix sera évaluée par référence à la dernière prévision publiée par l'INSEE pour l'année en cours, le cas échéant corrigée ensuite de la différence entre le taux d'évolution constaté l'année suivante par l'INSEE et cette dernière prévision. »

Article 2 de l'annexe A

Dans le paragraphe 1 intitulé « Prélèvement affecté à la gestion », il est ajouté un 2^e alinéa libellé comme suit :

« Pour tenir compte de la résolution 7 prise au titre de l'article 8 de l'accord du 13 mars 2013, pour chacun des exercices 2016, 2017 et 2018, les dotations de gestion allouées aux institutions ARRCO sont fixées au montant constaté au titre de l'exercice précédent, en euros constants, moins 4 %. »

Dans le paragraphe 2 intitulé « Prélèvement affecté à l'action sociale », il est ajouté un 2^e alinéa libellé comme suit :

« Pour chacun des exercices 2016, 2017, 2018, le montant global annuel des prélèvements sur cotisations affectés à l'action sociale pour les institutions de retraite complémentaire du régime ARRCO sera maintenu au montant alloué au titre de l'exercice précédent, en euros courants, moins 2 %. »

Article 5 de l'annexe A

Il est ajouté, après les 3 alinéas, un 4^e et dernier alinéa libellé comme suit :

« Dans la perspective de la mise en place du régime unifié de retraite complémentaire, les réserves du régime ARRCO pourront, en cas de nécessité, être mobilisées au bénéfice du régime AGIRC selon les modalités fixées par décisions conformes des conseils d'administration de l'AGIRC et de l'ARRCO. »

Fait à Paris, le 8 décembre 2015.

(Suivent les signatures.)